Brexit et immigration : Tony Blair met (encore) les pieds dans le plat

10/09/2017 à 19h49

L'ancien Premier ministre travailliste propose une série de mesures de renforcement du contrôle des immigrés, sur la base de lois européennes déjà en vigueur, afin d'éviter la sortie de l'UE.

(…) Il s'agit désormais de prendre en compte les inquiétudes de ceux qui ont voté leave («les pressions sur les services publics» ; «les salaires à la baisse» ; «l'intégration culturelle des immigrés»), a déclaré Tony Blair. Mais «le Brexit est une distraction, pas une solution aux problèmes existants», a-t-il affirmé sur la BBC.

Il préconise de «renforcer» les contrôles sur la liberté de mouvement. Il est ainsi déjà possible, en utilisant les lois de l'Union, d'expulser un immigré européen qui, après six mois de présence dans le pays, n'a pas trouvé d'emploi, ne dispose d'aucune perspective réaliste d'en trouver un et dépend des aides sociales. Mais pour cela, il faudrait imposer aux nouveaux arrivants de s'enregistrer afin de déterminer les raisons de leur venue (ce que font déjà plusieurs pays de l'UE).

Frais de scolarité

Tony Blair suggère également de réduire l'accès aux soins gratuits pour les immigrés sans emploi, d'imposer aux personnes en provenance de l'Union européenne d'avoir déjà une offre d'emploi avant d'arriver sur le sol britannique, et d'interdire à ceux qui se verraient refuser le droit de rester la possibilité d'ouvrir un compte bancaire ou de louer un

logement.

Les universités devraient également pouvoir, selon lui, imposer des frais de scolarité supérieurs pour les étudiants européens que pour les Britanniques. A l'heure actuelle, les étudiants en provenance de l'Union payent les mêmes frais que les ressortissants du Royaume-Uni, à savoir environ l'équivalent de 10 000 euros par an. Les étudiants hors-UE payent parfois plus du triple.

L'ancien chef du gouvernement suggère également de négocier avec l'Union européenne un «frein d'urgence» à l'immigration pour certains secteurs de l'économie, qui seraient saturés. Cette notion avait été négociée par l'ancien Premier ministre David Cameron, avant le référendum de juin 2016.

(…) Libération